

Faire converger le mécontentement

Avec les chômeurs le 6 décembre

lundi 1er décembre 2008, par [BARNIER Louis-Marie](#), [DEMARCO Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2008).

Selon les experts de tous bords, la crise économique actuelle plongerait l'ensemble de la population, des travailleurs dans l'attente et la tétanie. Mais la semaine sociale qui s'est achevée a prouvé le contraire. Certes, nous sommes dans une période de crise économique. Mais il n'y a pas que cela. Nous sommes aussi dans un contexte de résistances, de luttes, certes éparpillées mais existant bel et bien, au grand dam du gouvernement et du patronat !

Après de longs mois d'attaques et de mépris contre l'enseignement et le personnel de l'Éducation, la journée de grève et de manifestation du 20 novembre a été un véritable succès. Véritable raz-de-marée de grévistes dans le primaire (70 %) dépassant, dans la plupart des écoles, les chiffres de grève de 2003 ; forte mobilisation dans le secondaire, mais aussi dans l'enseignement supérieur et la recherche. Cela prouve que l'essentiel du personnel de l'Éducation nationale rejette les milliers de suppressions de postes, la dégradation des conditions d'enseignement, les mesures désastreuses concernant l'aide aux élèves en difficulté, mais également leur ministre, Xavier Darcos, qui devient aussi impopulaire qu'Allègre avait pu l'être en son temps.

À la suite de l'annonce de deux préavis de grève à la SNCF, dont un regroupant la CGT, la CFTC, la CGC, FO et SUD, et voulant éviter un mouvement de grève important, la direction de la SNCF a dû faire semblant de reculer. Elle a proposé d'ajourner la déréglementation du temps de travail des cheminots du fret, qui allonge leur temps de conduite. Nous sommes donc loin d'une victoire, mais la grève, qui s'annonçait massive, a contraint la SNCF à cette parade. Pour qu'elle abandonne réellement son projet, il faut une véritable grève unitaire, que les cheminots devront imposer.

Le 22 novembre, la mobilisation des postiers contre la privatisation de La Poste a rappelé que, malgré les annonces du gouvernement, cette lutte reste une priorité. Au niveau national, cette journée a été un succès : plus de 100 manifestations ont été dénombrées sur tout le territoire (4 0 000 manifestants). À cela, s'ajoutent aussi les multiples mobilisations des agents hospitaliers et des usagers, qui se battent contre la fermeture des hôpitaux et des maternités de proximité, pas assez rentables au goût du gouvernement.

On le voit, la défense des services publics est aujourd'hui un combat majeur dans le pays, réunissant les personnels concernés mais aussi de nombreux usagers. À côté de ces luttes, il existe une myriade de résistances contre les licenciements et le chômage technique. Que ce soit dans le secteur de l'automobile, de l'informatique, de l'agro-alimentaire ou encore de la chimie, les travailleurs ne se résignent pas et ils refusent de croire aux mensonges du patronat et du gouvernement, et en particulier ceux de Sarkozy.

Un véritable climat de mécontentement et de ras-le-bol traverse le pays. Aujourd'hui, de plus en plus de salariés prennent conscience qu'une véritable politique de classe régit la société. D'un côté, on trouve des centaines de milliards d'euros pour sauver des banques privées et, de l'autre, les caisses restent vides pour les salaires, les retraites, les emplois et l'ensemble des services publics (La Poste, Santé, Éducation nationale, logement).

Dans ce contexte, la gauche sociale et politique à une responsabilité : celle d'attiser le mécontentement et de faire converger les résistances, afin de faire naître un mouvement d'ensemble durable. Il est donc urgent d'arrêter l'éparpillement et la fragmentation des luttes et des mobilisations. La crise commence à avoir des conséquences dramatiques partout : banques, bâtiment, automobile, chimie, sidérurgie, transport, commerce... Tout le monde se sent concerné, salariés, contribuables, consommateurs ou petits producteurs. Tout le monde comprend que les capitalistes veulent nous faire payer leur crise et commencent à le faire, que le gouvernement les y aide et qu'enfin, les divisions du PS montrent qu'on ne peut pas compter sur lui pour s'opposer à Sarkozy. Le sens des colères sociales locales ou catégorielles, qui se font entendre depuis septembre dans ce climat de crise, est celui-ci : chercher à se rejoindre pour devenir cette force collective qui manque tant.

Et puis, le gouvernement n'est si pas aussi fort qu'il le prétend. Ses atermoiements sur La Poste ou la SNCF le montrent. Il craint que l'unification des mécontentements puisse le faire reculer durablement. Nous devons tout faire pour que naisse un mouvement d'ensemble contre les licenciements, pour les salaires et la défense des services publics, comme cela se passe dans certaines villes (Bordeaux) ! C'est urgent, car la crise sociale naissante n'en est qu'à son début ! Attisons les luttes et les résistances, tous ensemble, sans préalable ni sectarisme !

Sandra Demarcq (Premier plan)

Avec les chômeurs le 6 décembre

« *Nous ne paierons pas leur crise !* » C'est sous ce cri qu'appellent à manifester les associations de chômeurs, samedi 6 décembre. Cette année, cette manifestation prend un sens particulier, du fait de la crise économique et des attaques contre les chômeurs.

Les licenciements annoncés dans toutes les activités représentent un véritable obstacle pour retrouver un emploi. De nombreux intérimaires licenciés sont venus rejoindre les chômeurs depuis septembre. Le droit à un véritable emploi est remis en cause par le RSA (revenu de solidarité active), qui va étendre les petits temps partiels. En soutenant « l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits », l'appel des associations de chômeurs montre la nécessité de l'unité des luttes des chômeurs avec celles des salariés contre les licenciements et pour la garantie des emplois.

En même temps que l'accès à l'emploi se restreint, les remises en cause des droits des chômeurs se succèdent depuis des années. Moins de la moitié des chômeurs inscrits sont indemnisés par le régime d'assurance chômage. L'application du principe de l'offre raisonnable d'emploi (ORE), obligeant les chômeurs à accepter des emplois dégradés, va augmenter les radiations déjà en hausse. Le Medef annonce, pour les négociations qui s'ouvrent aujourd'hui, sa volonté de réduire encore les cotisations chômage à sa charge. Le passage du RMI au revenu minimum garanti, qui va le remplacer, fait craindre qu'une proportion toujours plus grande de chômeurs soit non indemnisée, voire non inscrite, et disparaisse ainsi de toute statistique et de toute existence sociale.

Les difficultés pour mobiliser des chômeurs témoignent des effets démobilisateurs de la crise économique. Plus que jamais, il faut que les luttes des chômeurs rejoignent les mobilisations des salariés contre les licenciements. Plus que jamais aussi, les salariés doivent étendre leurs

préoccupations et leurs mobilisations aux plus démunis, ceux qui ne peuvent même pas faire grève faute d'emploi.

Droit à l'emploi, droit au revenu, ces mots d'ordre sont indissociables. Les salariés de Ford ont annoncé qu'ils participeraient à la manifestation des chômeurs de Bordeaux. C'est un début !

Louis-Marie Barnier (Editorial)

MANIFESTATION LE SAMEDI 6 DÉCEMBRE

à 14h, place Stalingrad, à Paris,

à l'appel de AC !, Apeis, Attac, CIP-IDF, CNDF, Fondation Copernic, Marches européennes, MNCP, No-Vox, Stop-Précarité, Syndicat national des arts vivants, Union syndicale Solidaires...

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2276, 27/11/2008.